



Numéro PPQ/

jeudi 8 juin 2017

Les grands titres:

- Malgré son affaiblissement, Daech reste une menace importante, prévient l'ONU
- Le chef de l'ONU appelle les pays du Moyen-Orient à éviter une escalade des tensions
- Journée mondiale de l'océan : l'ONU appelle à préserver et à exploiter de manière durable cette source de vie
- Mossoul : Daech aurait exécuté des centaines de civils fuyant les combats, selon l'ONU
- Il faut reconnaître la violence domestique comme une violation des droits humains, selon une experte de l'ONU
- Colombie : le chef de l'ONU se félicite des progrès dans la mise en œuvre de l'accord de paix
- Yémen : l'UNICEF s'inquiète de l'aggravation de la malnutrition et de l'épidémie de choléra

Malgré son affaiblissement, Daech reste une menace importante, prévient l'ONU



Jeffrey Feltman (à droite), Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, devant le Conseil de sécurité. Photo ONU/Evan Schneider

8 juin - Confronté à des reculs sur le terrain et à des difficultés financières, l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), appelé aussi Daech, se focalise de plus en plus sur des attaques en dehors des zones de conflit, a prévenu jeudi le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman.

Depuis janvier 2016, Daech, malgré une pression militaire constante, continue toutefois de résister à Mossoul, en Iraq, et à Raqqa, en Syrie, a noté M. Feltman dans un exposé devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

La menace que représente l'EIIL est aggravée par l'utilisation que le groupe fait de l'Internet et des médias sociaux pour faire passer des messages à un large public international.

En Europe, Daech a utilisé sa présence en ligne pour encourager ses partisans à organiser des attaques dans leurs pays de résidence. Certaines de ces attaques ont été perpétrées par des combattants terroristes étrangers de retour des zones de conflit. Ces combattants qui quittent le champ de bataille pour rentrer dans d'autres régions représentent une menace considérable pour la sécurité internationale, a averti M. Feltman.

S'il est vrai que, ces 16 derniers mois, la situation financière de Daech n'a cessé de se dégrader, Daech reste pour l'essentiel tributaire des deux mêmes sources de revenu, hydrocarbures et extorsion/levée d'« impôts », qui peuvent se monter à plusieurs dizaines de millions de dollars de recettes par mois.

Daech tire aussi des recettes de la contrebande d'antiquités, de produits agricoles, de la vente d'électricité, de l'exploitation de ressources minérales telles que le phosphate et l'acide sulfurique, de dons extérieurs, d'enlèvements contre rançon et de la traite d'êtres humains.



S'agissant de l'évolution du danger que représente l'EIIL pour le monde, M. Feltman a noté que des groupes affiliés à l'EIIL affichent leur résilience en Afrique du Nord et font peser une menace sérieuse. Par exemple, bien qu'il ait perdu une partie importante du territoire qu'il contrôlait en Libye et s'en trouve affaibli, la menace qu'il représente, tant pour ce pays que pour ses voisins, subsiste.

En Afrique de l'Ouest, a-t-il fait remarquer, l'expansion de l'EIIL est actuellement contestée par des groupes affiliés à Al-Qaïda. En Afrique de l'Est, de nouveaux groupes affiliés à l'EIIL, qui opèrent dans le Puntland et dans certaines parties du sud de la Somalie, ajoutent à la menace terroriste que pose le groupe des Chabab. De même, a-t-il continué, l'EIIL accroît son influence dans le nord de l'Afghanistan, tandis que la menace qu'il pose en Asie du Sud-Est s'est amplifiée.

Pour faire face à l'évolution rapide de la menace que représente l'EIIL, et notamment au risque que constitue le retour des combattants terroristes étrangers, l'ONU, ses États Membres et les organisations internationales, régionales et sous-régionales continuent de renforcer les outils existants et d'en mettre au point de nouveaux, a assuré M. Feltman.

Ainsi, depuis l'adoption de la résolution 2253 (2015) du Conseil de sécurité relative à l'inscription sur la Liste de tout individu ou entité associé à l'EIIL, 11 individus ont été inscrits. M. Feltman a recommandé que les États redoublent d'efforts pour se conformer aux prescriptions des résolutions du Conseil relatives au gel des avoirs.

Le chef de l'ONU appelle les pays du Moyen-Orient à éviter une escalade des tensions



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres (archives). Photo TASS/ONU DPI

8 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a exhorté jeudi les pays du Moyen-Orient à éviter une escalade des tensions, après que l'Arabie saoudite et ses alliés ont rompu lundi 5 juin leurs relations diplomatiques avec le Qatar.

« Le Secrétaire général suit la situation au Moyen-Orient avec une profonde préoccupation », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Il exhorte les pays de la région à éviter une escalade des tensions et au contraire à s'efforcer de surmonter leurs différends. Il encourage les moyens diplomatiques pour répondre aux préoccupations et est prêt à soutenir de tels efforts, si toutes les parties le

désirent », a-t-il ajouté.

Selon la presse, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le Yémen, Bahreïn, l'Égypte et les Maldives ont décidé de rompre leurs relations diplomatiques avec le Qatar, qu'ils accusent de complaisance à l'égard de l'Iran et des mouvements islamistes.

Ces pays ont accompagné leur décision de mesures de rétorsion : la fermeture de leurs frontières terrestres et maritimes avec Doha, la suspension des vols de leurs compagnies aériennes en direction de cette ville, la fermeture de leurs espaces aériens à la compagnie Qatar Airways et des restrictions sur le déplacement des personnes.

Journée mondiale de l'océan : l'ONU appelle à préserver et à exploiter de manière durable cette source de vie



Des poissons et des coraux à Tonga. Photo PNUE GRID Arendal/Glenn Edney

8 juin - Les Nations Unies ont célébré jeudi la Journée mondiale de l'océan dans le cadre de la première Conférence sur les océans qui rassemble du 5 au 9 juin à New York des hauts responsables gouvernementaux, des dirigeants d'entreprise et des acteurs de la société civile pour discuter comment préserver et exploiter de manière durable cette source de vie.

« Ici aux Nations Unies, au quatrième jour de notre Conférence historique sur les océans, nous unissons nos efforts avec nos frères et sœurs de tous les coins de cette planète pour célébrer la majesté de l'océan », a déclaré le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Peter Thomson, co-organisateur de cette conférence, lors d'une cérémonie pour

marquer cette journée.

« Nous célébrons sa beauté, longtemps exaltée dans notre musique, notre poésie et notre art, nous engageant lors cette journée spéciale à préserver cette beauté pour toujours. Nous célébrons la richesse de sa générosité, dédiant cette conférence à la durabilité des ressources océaniques. Et nous célébrons le fait que le monde est maintenant davantage conscient du besoin pressant pour l'humanité de commencer à réparer les torts que nous avons fait subir à l'océan », a-t-il ajouté.

Les océans sont en danger

« Les océans font de notre maison commune une planète bleue. Ils régulent le climat, produisent de l'oxygène et offrent des services fournis par les écosystèmes, des services énergétiques et des services en termes de ressources minérales. La vie qu'ils abritent sous la surface et sur leurs rivages est source d'aliments et de médicaments. Les océans nous connectent tous, produisent des liens culturels entre populations et nations et sont essentiels pour faire circuler les biens et les services à travers le monde. On ne soulignera jamais assez l'importance que revêtent nos océans pour chaque être vivant sur notre planète", a déclaré de son côté le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres dans un message pour cette journée.

« Nous devons absolument assurer une gestion et une exploitation durables de nos océans si nous voulons atteindre des objectifs écologiques et économiques pour les communautés du monde », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a rappelé que les océans sont confrontés à de multiples menaces, qu'il s'agisse du changement climatique et de l'acidification, de la pollution, et des pratiques de pêche destructrices.

Selon lui, la préservation et l'exploitation durable des océans ne sont possibles que « si nous réussissons à répondre efficacement aux menaces auxquelles les océans sont confrontés ». « Il nous faut collaborer à tous les niveaux et dans tous les secteurs. Par conséquent, notre avenir sera déterminé par notre volonté collective de partager nos informations et de trouver des solutions à des problèmes communs », a-t-il conclu.

Décennie internationale de l'océanologie au service du développement durable

De son côté, la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a estimé qu'« un océan sain nécessite de solides connaissances mondiales des services océaniques ».

« On ne peut gérer ce qu'on ne peut mesurer, et aucun pays seul n'est capable de mesurer la myriade de changements de l'océan. Des Fidji à la Suède, de la Namibie à l'Arctique, tous les gouvernements et partenaires doivent échanger leurs connaissances afin d'élaborer des politiques communes fondées sur la science », a-t-elle dit dans un message.

Réaliser l'Objectif de développement durable (ODD) 14, qui concerne les océans, « exige de nouvelles solutions scientifiques et leur transformation en stratégies et décisions éclairées », a-t-elle ajouté.

L'UNESCO et ses partenaires recommandent que 2021-2030 soit la Décennie internationale de l'océanologie au service du développement durable. « Nous invitons toutes les personnes intéressées à nous rejoindre et à contribuer à transformer les idées en un vaste plan d'action concertée, assorti de buts et de responsabilités partagés », a dit Mme Bokova.

Mossoul : Daech aurait exécuté des centaines de civils fuyant les combats, selon l'ONU



Un enfant pieds nus aux côtés d'autres enfants ayant fui avec leurs familles les combats dans la partie ouest de Mossoul, en Iraq. Photo UNICEF/Romenzi

8 juin - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a indiqué jeudi que, selon des sources dignes de confiance, plus de 231 civils tentant de fuir la partie ouest de Mossoul ont été tués depuis le 26 mai, dont au moins 204 en trois jours la semaine dernière.

Le HCDH a précisé qu'il détenait déjà la preuve que depuis le début des opérations autour de Mossoul, Daech utilise des civils comme boucliers humains et exécute ceux qui tentent de fuir, mais les informations récentes font état d'une augmentation significative du nombre de ces exécutions.

Le 26 mai, Daech aurait tiré sur des civils qui tentaient de s'enfuir du quartier d'Al-Shifa, dans la partie ouest de Mossoul, tuant 27 personnes, dont 14 femmes et cinq enfants. Leurs corps auraient été enterrés le surlendemain par des voisins.

Jeudi dernier, 1er juin, les djihadistes auraient tué pas moins de 163 civils – hommes, femmes et enfants – près d'une usine Pepsi dans le même quartier d'Al-Shifa. Diverses sources ont rapporté que ces civils étaient en train de fuir les combats entre les troupes de Daech et les forces de sécurité irakiennes. Leurs cadavres ont jonché les rues pendant plusieurs jours avant d'être inhumés. En outre, de nombreux civils sont également portés disparus.

Samedi 3 juin, Daech aurait exécuté dans le même quartier au moins 41 autres personnes qui tentaient de rejoindre les lignes de l'armée régulière irakienne.

« Il n'y a pas de mots assez forts pour condamner des actes aussi horribles que l'assassinat de familles qui cherchent à se mettre à l'abri des combats », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, dans un communiqué de presse. « J'appelle les autorités irakiennes à faire en sorte que les auteurs de ces crimes soient arrêtés et jugés conformément à la législation internationale des droits de l'homme. Les victimes de ces actes barbares ne doivent pas être oubliées ».

Les meurtres de populations civiles constituent, au même titre que les attaques dirigées intentionnellement contre des civils qui ne prennent pas part directement aux hostilités, des crimes de guerre.

D'autres rapports font également état de victimes civiles causées par de récentes frappes aériennes, notamment à Zanjilly, un quartier de l'ouest de Mossoul aux mains de Daech où, le 31 mai, les bombardements ont fait entre 50 et 80 morts parmi la population. Le bureau des droits de l'homme des Nations Unies en Iraq cherche à rassembler de plus amples informations sur ces attaques.

Le Haut-Commissaire a invité les forces de sécurité irakiennes et leurs partenaires de la coalition à veiller à ce que leurs opérations se déroulent dans le respect total et inconditionnel du droit humanitaire international et à prendre toutes les mesures possibles pour éviter les victimes civiles. Il a exhorté les autorités irakiennes à enquêter en profondeur sur les accusations de violations des droits de l'homme formulées contre les forces régulières et à traduire les responsables en justice.

Il faut reconnaître la violence domestique comme une violation des droits humains, selon une experte de l'ONU



Agnès Callamard, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les exécutions arbitraires. Photo ONU/Loey Felipe

8 juin - Les gouvernements doivent faire davantage pour s'attaquer aux taux de violence disproportionnés dont souffrent les femmes, notamment en reconnaissant les attaques les visant comme des violations des droits humains et les meurtres domestiques comme une forme d'exécution arbitraire, a déclaré une experte des Nations Unies.

« Il est temps de reconnaître que les homicides liés au genre, tels que la violence domestique et intime, les 'homicides d'honneur' ou les meurtres de personnes LGBTQI, peuvent constituer des exécutions arbitraires », a déclaré la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Agnès Callamard, dans son premier rapport au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

« Les gouvernements doivent accorder une plus grande attention au rôle important que joue le genre dans la probabilité que les gens ont d'être arbitrairement privés de leur droit à la vie », a-t-elle souligné. « La misogynie persiste à tous les niveaux de la société ».

Mme Callamard a déclaré qu'il y avait des preuves indéniables du risque disproportionné que les femmes rencontrent de subir des violences. Les statistiques mondiales montrent que près de la moitié des femmes victimes d'homicides sont tuées par des membres de la famille ou des partenaires intimes, contre un peu plus de 5% des victimes masculines.

« Lorsqu'on l'ajoute à d'autres facteurs tels que la race, l'origine ethnique, la religion, la classe sociale, le handicap ou l'orientation sexuelle, le genre est essentiel pour déterminer le risque et la probabilité du mal causé, y compris les meurtres », a déclaré la Rapporteuse spéciale.

Colombie : le chef de l'ONU se félicite des progrès dans la mise en œuvre de l'accord de paix



Un site de la Mission des Nations Unies en Colombie pour la collecte d'armes. Photo Mission de l'ONU en Colombie

8 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'est dit encouragé par les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'accord de paix en Colombie entre le gouvernement et les rebelles des Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (FARC-EP).

Le chef de l'ONU a noté en particulier l'achèvement de la remise par les FARC-EP de 30% de leurs armes à la Mission des Nations Unies, a précisé son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée jeudi.

M. Guterres a invité les deux parties « à poursuivre les progrès dans la mise en œuvre de leurs engagements respectifs dans le cadre de l'accord de paix » et a réitéré la volonté des Nations Unies de continuer à soutenir le processus de paix si nécessaire.

Au cours d'une visite effectuée en mai, le Conseil de sécurité de l'ONU avait rappelé pour sa part son « attachement sans réserve » au processus de paix et réaffirmé sa détermination à faciliter l'application de l'accord de paix.

Le Conseil avait noté que la pleine application de l'accord, notamment l'adoption rapide de toutes les mesures convenues pour assurer une réintégration et une réconciliation réelles, était d'une importance cruciale pour permettre l'instauration d'une paix stable et durable pour tous les Colombiens.

Yémen : l'UNICEF s'inquiète de l'aggravation de la malnutrition et de l'épidémie de choléra



A l'hôpital Al Sab'een à Sanaa, au Yémen, un médecin ausculte une jeune fille souffrant du choléra. Photo UNICEF/Fuad

8 juin - La situation des enfants au Yémen est extrêmement grave, a déclaré jeudi un responsable du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), qui a cité une augmentation spectaculaire des cas de malnutrition et de choléra dans ce pays déchiré par la guerre.

S'exprimant devant la presse au siège de l'ONU à New York, Geert Cappelaere, Directeur régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, a souligné une augmentation très importante du nombre d'enfants souffrant de malnutrition.

Quand il a quitté le Yémen il y a quatre ans, il y avait déjà un très grand nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. Lors d'une récente visite au Yémen, il a constaté que ce chiffre avait considérablement augmenté, avec près d'un demi-million d'enfants de moins de cinq ans souffrant de la forme la plus extrême et visible de la dénutrition.

En outre, « le Yémen est frappé par une grande épidémie de choléra », a-t-il dit, notant que les cas signalés dépassent désormais les 100.000. Avec 3.000 à 5.000 nouveaux cas chaque jour, il est possible que l'épidémie atteigne 250.000 à 300.000 cas, a-t-il déclaré.

Cette épidémie de choléra intervient dans un contexte où le système de soins médicaux du pays est sur le point de s'effondrer, a noté M. Cappelaere. La plupart des hôpitaux ne fonctionnent pas et ceux qui fonctionnent opèrent sans budget, les professionnels n'ayant pas reçu de salaire depuis huit à neuf mois.

Face à cette situation catastrophique, le responsable de l'UNICEF a réclamé un soutien de la communauté internationale pour le Yémen.